



POLICY BRIEF

PB 20 - 66
Août 2020

COVID-19 : VA-T-ON VERS UNE GUERRE SANS CANONS ?

Par Taoufik Marrakchi

Covid-19 : va-t-on vers une guerre sans canons ?

Par Taoufik Marrakchi

Résumé

Entre les Etats Unis et la Chine, la crise du nouveau Coronavirus est un sujet qui avive les tensions augurant d'une guerre sans canons où l'enjeu n'étant ni territorial ni idéologique, mais économique. Très virulent à l'égard de la Chine, bien avant cette crise, le locataire de la Maison Blanche la menace de sanctions économiques et pousse vers son isolement sur la scène internationale en vue de contenir son influence. En contradiction de la célèbre Maxime de Deng Xiao Ping "hide your strength and bide your time", la Chine de Xi Jinping est un acteur qui se veut incontournable sur l'échiquier mondial et dont la volonté de suprématie, à géométrie variable, est de moins en moins masquée.

Dans cette guerre, le théâtre d'opérations verrait la confrontation de deux alliances stratégiques antagonistes. D'une part, l'alliance transatlantique, dirigée par les Etats-Unis et soutenue par d'autres pays alliés, tels que l'Australie, la Nouvelle Zélande et les Etats du Golfe. D'autre part, une coalition plus discrète, mais non moins présente, serait composée de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de la Corée du Nord, ainsi que de l'ensemble des Etats, anciennement satellites de la Russie, désormais affidés à la Chine, en Asie centrale et du Sud-est.

Quels sont les enjeux, les acteurs et les facteurs de cette guerre ? Quels sont les objectifs et les stratégies adoptés par chaque coalition ? Quel est l'impact de cette confrontation sur l'économie chinoise et sur le devenir de son modèle politique ? C'est à ces interrogations que le présent Policy Brief a pour ambition d'apporter des éléments d'éclairage.

Si l'on survole notre planète, nous constatons la présence d'un étrange brouillard épais, celui de la peur et du désarroi engendrés par un minuscule être vivant invisible à l'œil nu : le nouveau Coronavirus. Les biologistes et les épidémiologistes ne cessent de se contredire sur son origine : est-il le produit de dame nature ou le résultat d'une manipulation de laboratoire ? Ses mutations sont-elles naturelles ou programmées ? Ses effets sont-ils éphémères ou durables ? A-t-il un remède, un vaccin ou doit-on vivre avec ?

Sur ce terreau de la crainte et de l'inquiétude, le blackout total s'est installé et la méfiance humaine a refait naturellement surface, agitée par les plus sceptiques d'entre nous. La théorie du complot, qui a la vie dure, fait son chemin doucement mais sûrement devant l'opacité des informations sur l'origine du Coronavirus.¹ Même les esprits rationnels, gavés par les médias de tous bords, changent leur fusil d'épaule et adhèrent aux théories alarmistes. Et si c'est vraiment une guerre biologique menée par la Chine contre

1. Interrogé sur l'origine du Coronavirus par le Financial Times, le Président français a déclaré : « Il y a, manifestement, des choses qui se sont passées que l'on ne sait pas ».

l'Occident pour le mettre à genou ? Cet Occident qui tente tant bien que mal de torpiller la montée en puissance de l'empire du Milieu.

Le désordre qu'engendre ce virus sournois, mais exterminateur, semble n'être que le début d'un long et sombre tunnel. Au-delà des morts déplorés de par le monde, c'est un coma politique, économique, social et psychologique, auquel on assiste et qui laissera indubitablement des séquelles profondes dans les populations et dans les relations internationales. La situation qui s'annonce est telle qu'elle est comparée par certains observateurs à la grande dépression de 1929, voire pire.²

Prises de court, les chancelleries ne savent plus à quel saint se vouer. Leurs déclarations sont suivies de contre déclarations, leurs décisions sont remises en question, les querelles intestines au sein de la classe politique reprennent de plus belle et la coopération internationale a déposé son bilan. En plein feu de l'action, certains gouvernements occidentaux accusent ouvertement la Chine d'être coupable de l'hécatombe mondiale et jettent le discrédit sur ses capacités à circonscrire la propagation du virus sur son territoire. De plus en plus de voix s'élèvent pour demander une enquête internationale sur le sol chinois afin de déterminer l'origine du virus. Le locataire de la Maison Blanche, très virulent à l'égard de Pékin bien avant la crise, la menace de sanctions économiques et exige de lourdes indemnités ; les plus radicaux de ses partisans républicains³ poussent vers l'isolement de la Chine sur la scène internationale. Une fois le brouillard dissipé, d'autres pays qui auront payé un lourd tribut dans cette crise sanitaire emboîteront certainement le pas aux Etats-Unis.

S'il est difficile de croire que la Chine courberait facilement l'échine devant les injonctions occidentales, un bras de fer est attendu qui plongerait les deux belligérants dans une guerre sans canons. Une guerre où les lignes de fracture ne seraient pas aussi saillantes comme au temps de la Guerre froide, du fait que leurs systèmes économiques convergents font d'eux des partenaires-adversaires. Une guerre où les alliances seraient redessinées et où la méfiance, l'espionnage et les coups bas feraient loi. En tout cas, une guerre conventionnelle semble loin d'être à l'ordre du jour, l'enjeu de fond n'étant ni territorial ni idéologique mais économique. Cette guerre silencieuse, sinon invisible, s'annoncerait dans quatre domaines : politique, économique, technologique et psychologique. L'initiative de la première attaque serait donnée par le camp occidental. Un camp qui a pris conscience que son hégémonie est en jeu face au dragon chinois devenu de plus en plus agressif, forçant la reconnaissance internationale et dont la volonté de suprématie est de moins en moins masquée.

Vers la formation de deux alliances stratégiques antagonistes

Dans cette guerre, le théâtre d'opérations politique verrait la confrontation de deux alliances. La première serait l'alliance transatlantique régénérée qui aurait beaucoup à gagner avec un nouvel ennemi tout indiqué, déploierait de nouvelles stratégies et engagerait d'énormes

2. "Les pires conséquences économiques depuis la Grande Dépression de 1929". C'est le sombre pronostic posé par Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, sur l'impact de la pandémie du Coronavirus sur l'économie mondiale, lors de son discours prononcé en amont des réunions de printemps.

3. Le sénateur républicain Tom Cotton est la tête de file des conservateurs défendant la théorie du complot chinois.

ressources financières. Pour lui donner le caractère d'une coalition, elle serait appuyée par d'autres pays alliés des Etats-Unis, tels que l'Australie, la Nouvelle Zélande et les pays du Golfe qui feraient preuve d'un suivisme comparable à celui que l'on a observé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme après le 11 septembre. Le mot d'ordre serait, cette fois-ci, la défense de la survie humaine contre les velléités d'un pays cherchant sciemment à créer le chaos mondial pour régner sans partage.

Face à cette alliance transatlantique se trouverait une coalition, plus discrète mais non moins présente, qui serait composée de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de la Corée du Nord, ainsi que de l'ensemble des Etats, anciennement satellites de la Russie, désormais affidés à la Chine, en Asie centrale et du Sud-est. Plus discrète, d'abord, parce que la Russie continuerait à vouloir jouer son double jeu pour préserver ses relations économiques et commerciales avec l'Europe, tout en s'imposant comme un interlocuteur capable de désamorcer les crises les plus aigües. Plus discrète, ensuite, car l'Iran continuerait à espérer la renégociation de l'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions économiques qui risquerait fortement de conduire à des émeutes susceptibles de faire tomber la révolution islamique. Plus discrète, enfin, parce que la Corée du Nord continuerait à conduire sa manœuvre retardatrice vis-à-vis des Etats-Unis et de ses pays voisins pour mener à terme son ambitieux programme d'armement nucléaire et balistique, gage de sa survie.

Les champs de bataille de cette confrontation politique seraient nombreux. Bien entendu, le premier d'entre eux, n'est autre que le Conseil de Sécurité de l'ONU qui verrait l'émergence d'une collusion de circonstance entre la Chine et la Russie pour brandir le droit de veto aussi bien contre les résolutions menaçant leurs intérêts vitaux et ceux de leurs alliés, que contre celles qui servent les intérêts des membres de l'alliance transatlantique. Fidèle à l'adage selon lequel «l'attaque est la meilleure défense», la Chine, désormais puissance maritime avec des capacités de projection globales et des bases avancées au Pakistan (Gwadar) et à Djibouti (Dorale), sortirait de son mutisme politique légendaire pour revendiquer un rôle actif dans les relations internationales, à travers le déploiement de ses troupes en dehors de son territoire qui prendraient part à la gestion des crises et conflits régionaux et peser, par conséquent, sur les décisions géopolitiques.⁴ Par ailleurs, et devant l'échec manifeste des Occidentaux à mettre sur pied un système de coopération efficient pour lutter contre la Covid-19, la Chine tenterait d'instaurer des dialogues politiques bilatéraux axés sur le principe win-win, afin de créer davantage de division au sein de la cohésion atlantique.

De son côté, le camp occidental tenterait de s'en prendre aux intérêts vitaux de la Chine en vue de l'affaiblir durablement. Le premier objectif, susceptible d'être attaqué et qui mettrait Pékin dans tous ses états, n'est autre que Taiwan avec le refus de reconnaissance de la souveraineté de la Chine sur ce territoire dont la population est majoritairement chinoise. D'ailleurs, la République populaire de Chine (RPC) vient de tirer à boulets rouges sur la mission américaine auprès de l'ONU qui a apporté un clair soutien à Taipei pour qu'elle prenne part à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le cadre du combat contre la Covid-19.⁵ En promulguant, le 26 mars 2020, la Loi sur l'initiative de protection internationale et de renforcement des alliés de Taiwan (Taipei Act) pour

4. La Chine est désormais une puissance maritime avec des capacités de projection globales et des bases avancées au Pakistan (Gwadar) et à Djibouti (Dorale).

5. Tweet de la mission américaine auprès de l'ONU à l'attention de Taipei, en date de 1er mai 2020.

soutenir toutes les initiatives visant à intégrer ce pays dans les instances internationales, les Etats-Unis comptent, plus que jamais, ériger l'intégrité territoriale de la Chine en une cible politique de premier choix.

Le second enjeu majeur de cette guerre est la région Asie-pacifique où la Chine a d'ores et déjà gagné du terrain aux niveaux politique, économique et militaire. Même si le président Trump dénigre souvent les décisions et les initiatives prises par Obama,⁶ il pourrait donner un second souffle à la stratégie du pivot Asie-Pacifique⁷ pour encercler et endiguer la Chine afin de réduire son influence grandissante en Asie de l'Est. Loin de se limiter à une simple réaffirmation du partenariat stratégique des Etats-Unis avec ses alliés asiatiques traditionnels, cette stratégie devrait aboutir à la formation d'une alliance agressive pour damer le pion à la Chine. Le coup d'envoi de cette stratégie serait la renégociation de l'Accord de Partenariat Trans-pacifique (TPP) qui représente plus de 40% du PIB mondial et qui a été remis en cause par Trump, en 2017, après son arrivée au pouvoir. Un tel accord renégocié devrait assurément concurrencer l'accord de libre-échange Asie-Pacifique, conclu par Xi Jinping, immédiatement après cette erreur stratégique de Trump, laquelle a poussé ses partenaires asiatiques, sentis délaissés, voire trahis, à se jeter dans les bras de la Chine.

Autre point du système politique chinois qui pourrait être attaqué par les Etats-Unis et ses alliés est celui des droits de l'Homme. En s'appuyant sur les rapports d'organisations internationales influentes, telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch, il serait aisé de mettre la Chine sur la sellette du fait de ses dérives en matière de répression de l'opposition politique ; de la censure des mass-médias, particulièrement internet et les réseaux sociaux ; des restrictions des droits à la liberté d'expression, d'association et de culte ; de détention arbitraire ; de disparition forcée, ainsi que de limitation de la liberté de déplacement par le biais d'une surveillance de masse rendue possible grâce à la technologie de la reconnaissance faciale. A ce titre, profitant de la présentation du rapport annuel du département d'Etat sur les droits de l'Homme, Mike Pompeo avait dénoncé, en mars 2020, la politique chinoise dans la région du Xinjiang (nord-ouest), où des centaines de milliers de musulmans seraient internés au nom de la lutte antiterroriste. Cette épine dans le pied du Parti communiste serait exploitée à outrance pour faire pression et discréditer le régime sur le plan international et l'amener à faire des concessions politiques. Des dirigeants chinois qui se seraient rendus coupables de violations des droits de l'Homme pourraient être sanctionnés et même faire l'objet de mandats d'arrêt des instances judiciaires internationales.

Enfin, la coalition menée par les Etats-Unis pèserait de tout son poids politique et militaire pour dissuader les pays, notamment émergents ou en développement, à seller des partenariats ou à signer des accords commerciaux avec la Chine. Cette stratégie de « containment » viserait à isoler la Chine politiquement et à étouffer économiquement en la privant de débouchés pour ses produits manufacturés et, surtout, en la privant de ressources en matières premières nécessaires à son économie. Néanmoins, une telle manœuvre d'isolement serait très coûteuse pour l'alliance transatlantique puisqu'elle nécessiterait le déblocage d'énormes ressources financières pour se substituer aux investissements chinois. Cette alliance devrait, aussi, être moins regardante en termes

6. Trump veut remplacer l'Obamacare bénéficiant à 20 millions d'Américains et a mis fin à l'Accord de Partenariat Transpacifique

7. Stratégie mise en place par Obama pour renforcer la présence américaine en Asie-Pacifique et y contrecarrer l'influence chinoise grandissante.

de normes démocratiques qu'elle mettait habituellement en avant dans ses relations politiques et économiques avec les pays en développement accoutumés à une Chine qui considère que la politique et l'économie sont deux sphères distinctes et qui s'interdit de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats.

D'un conflit commercial à une guerre économique

D'aucuns croyaient que l'offensive commerciale menée par le président Trump contre la Chine allait s'arrêter à la hausse des taxes douanières appliquées aux exportations chinoises destinées aux Etats-Unis. Mais cette bataille qui s'est soldée par la victoire américaine via la signature, en janvier 2020, d'un premier accord commercial réduisant son déficit commercial,⁸ semble être la première bataille d'une guerre de longue haleine qui se précise de jour en jour sonnante le glas de la coopération déjà fragile et teintée de méfiance entre les deux puissances. La décision de mettre le fleuron des télécommunications chinoises (Huawei) sur la liste des entreprises avec lesquelles les opérateurs économiques américains ne peuvent commercer sans licence gouvernementale, présage le déclenchement d'un conflit qui ne se limiterait pas au seul commerce mais s'étendrait à tous les secteurs de l'économie chinoise.

Apparemment, pour les Américains, la pandémie du Coronavirus tombe à point nommé pour légitimer leurs attaques contre la Chine et rallier à leur cause les pays qui ont subi les plus lourdes pertes économiques engendrées par le virus. Au fil des déclarations de la Maison Blanche, le nombre des accusations ne fait que s'amplifier pour donner lieu à des chefs d'inculpation accusant la Chine de crime contre l'Humanité pour avoir sciemment ou par négligence libéré le virus et, dans tous les cas, pour avoir délibérément dissimulé des informations cruciales sur sa prolifération.

Une telle accusation porte à croire que le scénario, élaboré en 2002 par Georges Bush Jr, serait reconduit. Rappelons que le locataire de la Maison Blanche de l'époque avançait à l'opinion internationale, sans sourcilier, qu'il disposait de preuves irréfutables de la détention par l'Irak d'armes de destruction massive, ce qui a justifié l'invasion de ce pays en 2003. Cette fois-ci aussi, la stratégie de « Tu es obligé de me croire sur parole » semble payante et augure d'une croisade contre la Chine. Une croisade qui aura pour objectif premier la déconstruction de ses chaînes d'approvisionnement, de production et de distribution. La finalité recherchée serait de confiner durablement la Chine dans un statut de pays émergent dégageant une influence contrôlée dans la région de l'Asie de l'Est.

Pour réussir, cette stratégie de confinement devrait reposer sur deux piliers majeurs : le premier consiste en une réduction drastique des investissements opérés en Chine par les multinationales occidentales et leurs réseaux de sous-traitants qui sera accompagnée par une relocalisation de la fabrication manufacturière dans d'autres pays en développement ou émergents bénéficiant d'une stabilité politique, offrant des avantages comparatifs en termes de coût et technicité de la main-d'œuvre, disposant d'infrastructures performantes et d'un système logistique efficace.

Le second pilier, aussi important que le premier, consisterait à interdire le transfert de la technologie à la Chine qui se traduirait par une perte de compétitivité et de parts

8. La Chine s'est engagée à acheter pour 200 milliards de dollars de produits américains supplémentaires au cours des deux prochaines années, selon le texte de l'accord commercial.

de marchés sur le moyen et le long termes. En effet, les Américains et les Européens accusent la Chine de forcer les entreprises étrangères qui cherchent à investir sur son territoire à lui transférer leur technologie et à lui accorder des droits de propriété qui la rendent seule maîtresse des produits made in China. Devant la détermination du président Trump de ne plus laisser la Chine profiter illégalement des innovations américaines,⁹ le gouvernement chinois semble avoir pris conscience que le temps du copier-coller industriel est bien révolu. En effet, en visitant la Silicon-Valley chinoise (Zhongguancun), Xi Jinping a appelé de ses vœux les ingénieurs chinois à une innovation indépendante pour créer des produits High Tech au lieu de se contenter de les assembler ?

Cependant, il reste à mentionner que la dette chinoise constitue une épée de Damoclès au-dessus de la tête des Etats-Unis. A ce titre, la Chine détient, à la fin de janvier 2020, 1170 milliards de dollars en bons de Trésor, faisant d'elle le premier créancier des Etats-Unis¹⁰. Vaut-elle s'en servir si l'état se resserre contre elle ? Il suffirait qu'elle vende son stock de dette publique américaine pour faire remonter les taux d'emprunt qui freineront systématiquement la croissance économique américaine. Néanmoins, pour de nombreux économistes,¹¹ pas si sûr que la Chine passe à l'acte et se déleste de ces bons de Trésor massivement car elle pourrait plus nuire à son économie qu'à celle des Etats-Unis du fait que cela entraînerait, dans un premier temps, une remontée rapide des taux américains qui entraînerait, suite à un vent de panique du marché, une perte de valeur des titres encore détenus par les Chinois. A vrai dire, la Chine réfléchirait à deux fois avant d'utiliser cette arme de dissuasion à double tranchant qui risque fortement de se retourner contre elle, notamment par la déstabilisation du Yuan au détriment de son commerce extérieur. Certes, la Chine pourrait cesser d'investir dans la dette américaine pour se tourner vers des actifs tangibles,¹² mais la réalité est que la Chine n'a pas d'autres alternatives aux emprunts américains, car c'est de loin le marché obligataire le plus important, d'autant plus que les avoirs chinois de dette américaine sont liés à l'excédent commercial de Pékin avec Washington dont ils sont la contrepartie.

Et c'est, justement, grâce à son excédent commercial que la Chine finance aujourd'hui son expansionnisme mondial qui porte un nom mythique, symbole de la grandeur de l'empire du Milieu : la « Nouvelle route de la soie » ou « Belt and Road Initiative » (BRI). Ce projet phare de Xi Jinping vise plusieurs objectifs. Assurer, d'abord, de nouveaux débouchés pour ses usines, notamment en Europe, pratiquer, ensuite, une diplomatie de l'endettement en vue d'assujettir les pays qu'elle traverse, étendre, enfin, son influence géostratégique en implantant progressivement, à l'instar de Djibouti, des bases militaires dans les passages et voies de communication stratégiques pour mettre en place un cordon sécuritaire susceptible d'assurer la protection de ses approvisionnements et de son commerce. On ne serait pas étonné de voir, demain, la Chine articuler le monde en zones de commandements militaires à l'image des six commandements régionaux américains.¹³

9. Selon le gouvernement américain, la Chine a été le théâtre de 80% des vols de propriété intellectuelle déclarés par les entreprises américaines en 2013. Source : <https://startupbrics.com/protection-proprete-intellectuelle-chine-entretien-stephane-grand/>

10. Certains politiciens américains suggèrent à leur gouvernement d'interrompre le remboursement de sa dette extérieure détenue par la Chine. Mais selon Dong Dengxin, directeur de l'Institut des Finances et des valeurs mobilières de l'Université des sciences et technologies de Wuhan : « Les Etats-Unis risquent de nuire à eux-mêmes s'ils choisissent d'interrompre le remboursement de leur dette extérieure, car cette mesure ferait vaciller la crédibilité du dollar US ».

11. L'économiste Denis Ferrand dans une interview donnée le 18 juillet 2019 sur le site d'information Atlantico.

12. Proposition de Fan Gang, membre du comité de politique monétaire de la Banque centrale chinoise, recueillie sur le site web de la Nouvelle Tribune.

13. Les Etats-Unis disposent de six commandements militaires pour assurer leur domination militaire mondiale :

Pourtant, le retournement de veste de certains pays qui ont décrypté le stratagème chinois pourrait jouer en faveur des Etats-Unis et de leurs alliés qui y verraient le point de départ d'un soulèvement organisé pour contester ce projet stratégique de la "Nouvelle route de la soie" qui continue à saigner à blanc les banques chinoises. Parmi ces pays, nous citons le Pakistan dont le Premier ministre, Imran Khan, a réussi à renégocier le projet du corridor économique, reliant le port de Gwadar au bord de la mer d'Arabie, à Kashgar à l'ouest de la Chine, estimant que ce projet était largement financé par des emprunts très lourds consentis par Pékin qui sera, après tout, le plus grand bénéficiaire du corridor.

La Malaisie, à travers son Premier ministre Mahathir Mohamad, a, elle aussi, eu gain de cause en renégociant l'accord de la ligne de chemin de fer East Coast Rail Link (ECRL) qui traverse la péninsule malaisienne de Kota Baru à l'Est jusqu'au Port de Klang sur le détroit de Malacca, donnant ainsi à la Chine accès à un nœud stratégique par où transite 90% des hydrocarbures des Etats riverains de la mer de Chine méridionale. Contrairement à ces deux pays, il semble que les Etats-Unis et l'Europe auraient du mal à convaincre l'Italie, devenue la porte d'entrée en Europe de la "Nouvelle route de la soie", d'abandonner sa coopération avec la Chine qui a été le premier pays à lui porter secours en pleine pandémie.

Le modèle chinois dans l'œil du cyclone

Le modèle social chinois, basé sur deux systèmes antithétiques : un premier politique à obédience communiste et un second reposant sur une économie de marché, est un modèle anachronique. Le Parti communiste chinois (PCC), qui domine tous les domaines de la vie du pays, est parfaitement conscient que la pérennité de son modèle, amorcé en 1979 par Deng Xiaoping, est due essentiellement à l'essor économique du pays qui a très fortement contribué à l'amélioration du niveau de vie des Chinois. Si ce niveau de vie venait à baisser, pour faute de croissance économique, l'anachronisme du modèle chinois et l'autoritarisme de son Parti seraient contestés. Dès lors, le contrat tacite entre l'Etat-Parti et la population (vie décente contre soumission) deviendra caduc et le régime aura de gros soucis à se faire. C'est dire que l'actuelle offensive de Trump contre la Chine a visiblement pour but de faire d'une pierre deux coups : affaiblir l'économie de la Chine et amplifier la dissonance au sein de l'appareil politique qui pourrait muer à long terme, pourquoi pas, du parti unique en un multipartisme respectueux des valeurs démocratiques universelles.

Le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis n'a pas manqué d'aviver les tensions au sein de la classe politique chinoise qui n'est plus aussi soudée que par le passé. Désormais, au sein de l'élite chinoise existe un courant libéral qui prône une évolution progressive de la Chine vers un système similaire à celui de l'Occident, quitte à s'attirer les foudres des tenants de l'orthodoxie. En fait, l'offensive inattendue de Trump a mis le régime chinois dans la tourmente à telle enseigne que des langues se sont déliées pointant du doigt la posture triomphaliste de la Chine qui est pressée d'accoucher avant terme du « Rêve chinois »¹⁴ et qui a singulièrement dévié de la trajectoire tracée par le

AFRICOM (Afrique), CENTCOM (Moyen-Orient, Asie centrale et Asie du Sud), EUCOM (Europe), PACOM (Asie du Sud Est-Pacifique), SOUTHCOM (Amérique Centrale - Amérique du Sud et Caraïbes) et NORTHCOM (Etats-Unis).

14. Le rêve chinois est un slogan politique lancé par Xi Jinping depuis le 14 mars 2013]. C'est une tradition chez les dirigeants chinois de résumer dans une formule frappante l'orientation qu'ils comptent donner à la politique qu'ils mèneront au cours de leur mandat. Celle-ci, déclinée dans divers contextes, discours, chants et affiches, fait écho

père de l'ouverture économique, Deng Xianping, qui prônait une modestie ostentatoire de la Chine dans ses relations internationales¹⁵. En effet, fort de sa puissance économique, Xi Jinping n'hésite plus à faire référence explicitement à la supériorité du socialisme sur le capitalisme. Selon Alice Ekman,¹⁶ spécialiste de la Chine, l'objectif ultime du Président chinois, qu'il a présenté devant les membres du Comité central du PCC, en 2013, est la victoire du socialisme sur le capitalisme et l'exportation de l'idéal communiste à l'Humanité toute entière.¹⁷

Conscient qu'il est dans une réelle impasse face aux Etats-Unis qui déploieraient toute leur énergie pour le tenir responsable de la propagation mondiale du Coronavirus, le PCC temporise, fait des concessions et tente même de séduire le reste du monde dans l'espoir que le président Trump ne briguerait pas un second mandat. Mais la Chine s'est déjà invitée à la campagne présidentielle des Etats-Unis qui devrait battre son plein après la levée de l'état d'urgence sanitaire. Le candidat qui aurait le plus diabolisé la Chine et qui promettrait le plus de représailles à son encontre aurait le plus de chance de l'emporter. Si la victoire revenait à Trump, alors la Chine « tremblerait », car, aussi étonnant que cela puisse paraître, Trump tient toujours ses promesses électorales.

Il reste à mentionner deux évènements majeurs susceptibles de donner un avant-goût de cette guerre sans canons. Le premier est l'adoption, par le Sénat américain, le 21 mai 2020, d'une Loi obligeant les sociétés étrangères cotées en bourse aux Etats-Unis de prouver qu'elles ne sont pas contrôlées par un gouvernement étranger. Les sociétés chinoises sont, bien entendu, les premières visées par cette norme juridique. Le second évènement est la déclaration choc du ministre chinois des Affaires étrangères, le 24 mai 2020, qui a tout bonnement agité le spectre d'une nouvelle guerre froide avec les Etats-Unis s'ils ne s'arrêtaient pas à s'attaquer et à diffamer la Chine à cause de la crise liée au nouveau Coronavirus.¹⁸

La guerre sans canons s'annonce, donc, de plus en plus intense dans un silence assourdissant. Ne commettons surtout pas l'erreur de sous-estimer la combattivité d'une Chine qui semble de plus en plus privilégier, dans ses ripostes, la stratégie frontale du Prussien Clausewitz plutôt que la stratégie sournoise du Chinois Sun Tzu.¹⁹

au « Rêve américain » dont elle semble s'inspirer.]

15. Deng Xianping recommandait très souvent à ses successeurs la formule « Cacher ses talents et attendre son heure ». Une formule attribuée à un empereur de la dynastie Tang (7^e-10^esiècle).

16. Entretien avec Alice Ekman le 17.5.2020 : « Que nous apprend la crise de la COVID-19 sur la Chine et le monde ? ».

17. Cette vision particulière de l'Histoire puise directement ses racines dans les thèses de Marx (1818-1883)

18. Source : https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200524_01477230/chine-et-etats-unis-au-bord-d-une-nouvelle-guerre-froide-avertit-pekín

19. Von Clausewitz est un général et théoricien prussien du 18^esiècle, auteur d'un traité majeur de stratégie militaire, intitulé De la guerre. Sun Tzu est un général chinois du VI^e siècle av. JC, auteur de l'ouvrage de stratégie militaire le plus ancien connu : L'Art de la guerre.

À propos de l'auteur, **Taoufik MARRAKCHI**

Docteur en droit public
Diplômé de l'Ecole de guerre de Paris
Enseignant à l'Académie marocaine des Etudes diplomatiques

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques.

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma